

Questions au Feuilleton

2. Quel était le coût moyen de chaque demande approuvée?
3. Quel a été le montant de la subvention et du prêt moyen par demande par a) province, b) ville, c) type de logement?
4. Quel était le revenu moyen par bénéficiaire a) d'une subvention, b) d'un prêt par (i) province (ii) ville (iii) type de logement?

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): 1. La Société canadienne d'hypothèques et de logement m'informe des faits suivants:

a) Voici la répartition des propriétaires-occupants admissibles qui ont demandé une aide au titre du Programme canadien de rénovation des maisons (PCRM):

(i)

Province	Nombre de requérants admissibles
Terre-Neuve	2,867
Île-du-Prince-Édouard	1,048
Nouvelle-Écosse	8,206
Nouveau-Brunswick	8,255
Québec	33,166
Ontario	42,659
Manitoba	5,806
Saskatchewan	3,151
Alberta	10,359
Colombie-Britannique	12,995
Yukon	82
Territoires du Nord-Ouest	—

Note: La SCHL n'a pas consigné le nombre de propriétaires-occupants dont la demande d'aide du PCRM n'a pas été retenue, puisqu'elle a retourné les demandes.

(ii) Le programme n'étant que partiellement informatisé à des fins de contrôle statistique, il n'existe pas de ventilation par ville.

(iii) N'étaient admissibles au programme que les maisons uni-familiales individuelles occupées par leur propriétaire et ne comptant pas plus de deux logements. Si la maison comprenait deux logements, un seul prêt était alloué. On ne dispose pas d'autres renseignements sur les types de logement.

b) Toutes les demandes admissibles reçues jusqu'à la date d'interruption du programme ont été acceptées. Remarque: Près de 4,000 demandes ont dû être annulées après l'approbation, parce que les propriétaires-occupants n'ont pas entrepris les travaux convenus.

2. En moyenne, les frais d'administration engagés pour approuver chaque demande ont été de \$191.

3. a) Pour chaque demande, le prêt susceptible de remise s'élevait en moyenne, par province, à:

Province	Prêt susceptible de remise moyen
Terre-Neuve	\$ 1,859
Île-du-Prince-Édouard	1,844
Nouvelle-Écosse	1,755
Nouveau-Brunswick	1,988
Québec	1,786
Ontario	1,694
Manitoba	1,601
Saskatchewan	1,875
Alberta	1,599
Colombie-Britannique	1,738
Yukon	2,154
Territoires du Nord-Ouest	—

La seule aide fournie était le prêt susceptible de remise, le requérant fournissant la différence.

b) et c) Voir les réponses aux parties 1(ii) et 1(iii) ci-dessus.

4. a) Le revenu moyen des bénéficiaires d'un prêt susceptible de remise, par province, est le suivant:

(i)

Province	Revenu moyen des bénéficiaires d'un prêt susceptible de remise
Terre-Neuve	\$ 20,849
Île-du-Prince-Édouard	21,434
Nouvelle-Écosse	21,186
Nouveau-Brunswick	21,374
Québec	23,709
Ontario	24,575
Manitoba	25,109
Saskatchewan	22,193
Alberta	22,046
Colombie-Britannique	25,005
Yukon	24,803
Territoires du Nord-Ouest	—

(ii) et (iii) Voir les réponses aux parties 1(ii) et 1(iii) ci-dessus.

b) Données inexistantes. Le programme n'offrait que le prêt susceptible de remise, le requérant devant fournir la différence.

LE PROGRAMME CANADIEN DE REMPLACEMENT DU PÉTROLE Question n° 62—M. Howie:

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1984, combien de a) demandes d'aide a-t-on reçues, b) de chèques de remboursement a-t-on émis en vertu du programme de remplacement du pétrole?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): a) Au cours de l'année financière 1983-1984, le Secrétariat du PCRP a reçu environ 247,900 demandes en vertu du programme canadien de remplacement du pétrole (PCRP). b) 244,224

[Traduction]

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

M. Dick: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre que les autres questions restent au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

● (1510)

MOTION D'AJOURNEMENT AUX TERMES DE L'ARTICLE 30 DU RÈGLEMENT

L'UNIVERSALITÉ DES PROGRAMMES SOCIAUX

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, comme je vous l'ai dit en vous donnant préavis ce matin, étant donné la confusion suscitée par les points de vue divergents exprimés par différents ministres, j'aimerais que le Président autorise la tenue d'un débat d'urgence aujourd'hui sur toute la question de l'universalité.